

RAPPORT

***VIVRE ENSEMBLE DANS LA VILLE
LA CULTURE A BRUXELLES : URBAINE ?
INTERCULTURELLE ? INTERCOMMUNAUTAIRE ?***

Rencontre-débat organisée le lundi 16 octobre 2006 la Maison du Spectacle – La Bellone, Zinneke asbl/vzw et Culture et Démocratie



Culture et Démocratie

Décembre 2006

Avec le soutien du Ministère de la Communauté française Wallonie-Bruxelles - Direction générale de la Culture

Bruxelles est souvent à l'ordre du jour des débats politiques. Les opinions s'opposent et bien des acteurs constatent que cette ville cosmopolite n'est pas suffisamment appréhendée dans sa réalité complexe et sa dynamique particulière. Une lecture bicommunautaire de Bruxelles est insuffisante, voire même fautive, car elle ne permet pas d'approcher son caractère multiculturel et multilingue. Depuis des années, différents acteurs culturels cherchent de manière active à décloisonner les barrières communautaires, sectorielles et disciplinaires alimentées par les institutions et encouragent dans leurs actions la rencontre et le métissage culturel. L'enjeu étant aussi d'apprendre à vivre ensemble dans un espace urbain.

Le 16 octobre dernier, la Maison du Spectacle – La Bellone, Zinneke asbl/vzw et Culture et Démocratie ont organisé une rencontre-débat sur le thème « Vivre ensemble dans la ville. La culture à Bruxelles : Urbaine ? Interculturelle ? Intercommunautaire » afin de croiser les regards sur des imaginaires du possible. 80 personnes, issues majoritairement du milieu culturel et associatif bruxellois, ont participé au débat et aux discussions.

Jean-Louis Genard (Directeur ISACF La Cambre) introduit la rencontre en partant du constat qu'une nouvelle dynamique urbaine, de plus en plus multiculturelle, se met en place à Bruxelles. La ville est pensée de manière globale. Parallèlement, une nouvelle dynamique culturelle se développe. La diversité du public présent ce soir participe de cette évolution. Un nouveau discours autour des concepts « urbain, interculturel et intercommunautaire » s'élabore. Comment ces nouveaux concepts vont-ils s'articuler sur les anciens ? La parole est donnée à quatre acteurs culturels prenant en compte ces thématiques et se situant dans cette mouvance.

Geert Cochez est coordinateur de Brussels Kunstenoverleg. Son intervention s'intitule « Bruxelles et la réalité du surréalisme. Réflexions d'un Bruxellois néerlandophone sur la vie culturelle de notre ville ».

Il était une fois Bruxelles 2000, Bruxelles ville européenne de la culture. Une année charnière puisque, pour la première fois, les diverses autorités bruxelloises avaient décidé de soutenir conjointement un projet culturel d'envergure. C'était aussi la première fois que le secteur culturel était mobilisé à une telle échelle pour un projet bilingue et intercommunautaire. La Zinneke Parade faisait également sa première apparition.

Où en sommes-nous aujourd'hui, cinq ans après Bruxelles 2000? Les choses ont-elles beaucoup bougé dans le secteur de la culture? Avons-nous progressé ou, au contraire, régressé ? Une dynamique indéniable, celle du dialogue intersectoriel, s'est instaurée après Bruxelles 2000. Les acteurs culturels, tant du côté néerlandophone que du côté francophone, ont pris progressivement conscience que la collaboration pouvait être bénéfique. Ou mieux encore, que dans une ville complexe comme Bruxelles, le secteur culturel avait la responsabilité de gérer délibérément cette réalité urbaine.

C'est ainsi que naquirent le Brussels Kunstenoverleg et le Réseau des Arts à Bruxelles. Ces deux initiatives aspirent à créer, par le biais de la concertation et de la réflexion, un secteur culturel et une politique de la culture qui répondent au caractère multiculturel, international et, partant, plurilinguistique de la pratique artistique dans notre ville. Si ces deux réseaux visent une collaboration étroite, leur approche respective ne se fait pas toujours à la même vitesse. Les membres du Brussels Kunstenoverleg et du Réseau des Arts à Bruxelles n'ont tenu leur première assemblée plénière commune qu'à la fin du mois d'octobre 2006.

BRXLBRAVO est le projet le plus marquant né de la concertation sectorielle. Un événement qui associe un maximum d'artistes bruxellois dans la mise sur pied d'une fête des arts fondée sur une approche conjointe dépassant clairement les clivages communautaires. Après un premier essai lancé en février 2005, nous nous préparons à accueillir la deuxième édition au mois de mars 2007. BRXLBRAVO est la petite sœur de la Zinneke Parade,

devenue au fil des ans un réseau étendu, un réseau qui a su contourner, à grande échelle, des frontières communautaires marquées.

Indépendamment des projets de collaboration plus importants, la tendance qui consiste à jeter des ponts vers l'autre communauté linguistique se poursuit toujours davantage sur le terrain. Soulignons le rôle des pionniers et la position forte d'initiatives artistiques bicommunautaires : le KunstenFESTIVALdesArts, le Cinéma Nova, Recyclart, Brosella... On note également ces dernières années un engagement croissant de la part de maisons de la culture de chaque communauté à emprunter la voie de la collaboration, et cela semble devenir monnaie courante pour l'ensemble du secteur bruxellois de la culture. En septembre dernier, le Brussels Kunstenoverleg et le Réseau des Arts à Bruxelles ont mené, en collaboration avec La Maison du Spectacle - La Bellone et le Vlaams Theater Instituut, une brève enquête sur la collaboration entre les organisations culturelles néerlandophones et francophones. L'étude montre que sur les 80 organisations bruxelloises interrogées, 97% ont mené des projets de collaboration, 1 sur 2 déclarant avoir souvent recours à la collaboration, tandis que 1 sur 3 collabore de temps en temps. Toutes reconnaissent l'importance de promouvoir la collaboration culturelle entre les communautés à Bruxelles, tout en faisant remarquer que celle-ci doit naître spontanément et non pas de manière artificielle.

Cependant, la politique ne suit pas. Ou pas encore. Bruxelles compte plus de quarante responsables politiques de la culture sur son territoire, un nombre impressionnant de ministres et une kyrielle d'échevins. A aucun moment, ces 'corps constitués' ne se sont rencontrés pour procéder à un échange de vues en la matière ! C'est regrettable, à tout le moins. Jamais non plus, nous n'avons assisté à une concertation commune entre les commissions culturelles de la VGC et la Cocof. En 2005, les présidents des assemblées de la VGC et de la Cocof, Jean-Luc Vanraes et Christos Doulkeridis, annonçaient avec enthousiasme un accord de collaboration entre les deux institutions. Un an et demi après, le projet n'a toujours pas franchi le stade de la théorie. Nos ministres communautaires de la Culture, Fadila Laanan et Bert Anciaux, planchent actuellement sur un accord culturel entre les communautés – ou c'est du moins ce qu'ils nous laissent entendre régulièrement. Mais, pour l'instant, nous restons sur notre faim. L'accord en 2005 en faveur d'une gestion co-communautaire du centre artistique Flagey était un prologue prometteur mais se révéla, dès le premier acte, une entreprise hasardeuse.

Dans le secteur de l'art, le rapprochement entre artistes de culture ou d'expression différente est on ne peut plus naturel. Ces différences sont considérées comme une richesse. Mais qu'en est-il dans les autres secteurs du non-marchand? Notre législation en matière d'enseignement exclut par définition tout rapprochement entre l'enseignement néerlandophone et francophone. Dans l'école que j'ai fréquentée, une ligne de peinture blanche tracée sur le sol séparait la cour de récréation en deux zones, l'une pour la section néerlandophone, l'autre pour la section francophone. Et vous n'aviez pas intérêt à franchir cette frontière !

Dans le domaine socioculturel, les connexions semblent faire plutôt l'exception que la règle. La vie associative est, traditionnellement, fortement liée à une communauté bien que, là aussi, de plus en plus de ponts aient été jetés ces dernières années, comme l'illustre Bruxelles en Couleurs. Cette approche a toutefois fait l'objet d'un rapport négatif de la part de la Cocof : les budgets de la Cohésion Sociale, précise la loi, doivent être attribués à des initiatives francophones unilingues. Dans ce cas, mieux vaudrait parler de cohésion monocommunautaire !

Les Bruxellois flamands sont-ils donc si différents des Bruxellois francophones ? Les Flamands sont-ils différents des Wallons ? Peut-on parler de différence de culture ? Bruxelles se trouve-t-elle vraiment à cheval sur cette ligne de démarcation signifiante entre la culture latine et la culture germanique ? Oui, sans doute. Mais cette différence est-elle

fondamentale ? Espérons que non. Ou, du moins, pas plus fondamentale que la différence qui distingue généralement des personnes qui ne sont pas « pareilles ». Ainsi, la différence culturelle n'est pas plus importante que celle qui existe entre un jeune et un vieux, ou entre un philatéliste et un coureur de motocross.

À Bruxelles, Flamands et Francophones vivent davantage dans des mondes 'séparés' que 'différents'. Pas vraiment différents mais non communicants. Cette 'apartheid' est une caractéristique plus essentielle que la différence culturelle. Nous vivons séparés parce que la Belgique législative a scindé les matières personnalisables. Cette construction s'est traduite par l'apparition de deux mondes distincts.

Bruxelles est une ville multiculturelle mais, contrairement à de nombreuses autres (grandes) villes aux cultures métissées, Bruxelles n'est pas une ville ségrégative sur le plan spatial. Nous côtoyons l'Autre. Comment pourrait-il en être autrement d'ailleurs dans une ville mondiale grande comme un mouchoir de poche ? Mais Bruxelles reste cependant une ville fortement ségrégative sur le plan mental. Chaque communauté gravite dans les limites de ses propres réseaux. Les habitués du café De Walvis (aujourd'hui disparu) ne sont pas (devenus) des clients de la maison de thé marocaine située en face. Demandez à 100 Bruxellois flamands et à 100 Bruxellois francophones de désigner leurs lieux de restauration favoris en ville. Vous aurez à coup sûr deux listes complètement différentes. Demandez à toute la Flandre et à toute la Wallonie d'élire leur plus grand belge, l'une optera pour un missionnaire et l'autre choisira un chansonnier. Même notre histoire, nous la vivons différemment. Et c'est bien triste !

Lorsque je parcours l'hebdomadaire francophone Zone 02, je m'étonne toujours de connaître à peine ces Wallons et Bruxellois francophones 'connus'. Et que dire du fait qu'il existe un 'Zone zéro-deux' et un 'Zone nul-twee' au contenu différent? Faut-il en conclure que les récits de la version néerlandophone ou francophone n'ont aucun intérêt pour la ville dans son ensemble ? Pourquoi Télé Bruxelles et tvbrussel ne font-elles jamais de télé ensemble?

Il ne faut pas toujours rejeter la faute sur les autres. Je peux, moi aussi, faire mon *mea culpa*. Ma bibliothèque compte principalement des livres en néerlandais et les ouvrages en anglais surpassent largement ceux en français. Si je fais de temps à autre une incursion dans des théâtres francophones, je dois bien avouer que c'est grâce au *kunstenFESTIVALdesArts* qui me sert de fil conducteur. Et si j'ai beaucoup de contacts avec des collègues francophones au niveau professionnel, mon cercle d'amis est fortement néerlandophone et comporte malheureusement... peu de gens de couleurs. Je ne connais pas par cœur la date de la fête de la Communauté française pas plus que le début du Ramadan.

Et ce dernier point m'amène au véritable défi pour cette ville : imaginer non pas comment Bruxellois flamands et Francophones doivent nouer des liens mais bien comment anciens et nouveaux belges doivent cohabiter dans cette région ? Le modèle de deux communautés linguistiques officielles dotées d'une représentation politique propre ne correspond pas à la réalité démographique de la ville. Rien que dans le secteur culturel, ce modèle a pour effet de faire l'impasse sur bon nombre d'expressions culturelles allochtones qui échappent ainsi au circuit officiel subventionné des Communautés flamande et française.

Alors, sur quelle voie poursuivre?

La caste politique semble incapable de trouver sa place dans la réalité d'une ville métissée et d'accepter la nécessité de vivre ensemble dans la diversité. Soulignons cependant quelques bonnes intentions d'un certain nombre de politiques. Par rapport à l'avant-Bruxelles 2000, des discussions positives entre le secteur culturel et les hommes politiques bruxellois

semblent possibles aujourd'hui. Mais lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre ces bonnes résolutions, la machine politique s'enraye.

Le système politique, trop souvent bâti sur le passé, reste sourd face à l'avenir. Le débat politique est hostile par nature et l'identité et la vision de l'un tentent de supplanter celles de l'autre. Dans le système électoral actuel, monter au créneau pour sa communauté est payant. Et en conséquence à la complexité du contexte institutionnel bruxellois, l'absurdité est devenue la norme et le surréalisme une réalité de tous les jours. Rares sont ceux qui prennent de la distance pour s'en apercevoir. Et plus rares ceux qui s'y attaquent. S'il faut vraiment que le parlement débattenne de l'ordre dans lequel il faut hisser les drapeaux des différentes autorités, alors je trouve qu'il vaut mieux ne pas les sortir de leur armoire.

Lorsque des acteurs du secteur culturel se disent favorables à une reconnaissance d'une culture et d'une identité culturelle bruxelloises propres, ils reçoivent trop souvent le même accueil. Comme si nous étions de farouches partisans du modèle d'une Communauté bruxelloise unique qui neutralise le rôle des communautés flamande et française à Bruxelles.

La réalité est plus nuancée. Personnellement, je ne suis pas favorable à un transfert total des compétences culturelles à la Région. Non seulement parce qu'il s'agit d'un scénario irréaliste nécessitant une réforme fondamentale de l'État qui va à l'encontre de la tendance dominante, mais surtout parce qu'il pousserait Bruxelles à se replier sur elle-même. En tant que plus grande ville de notre territoire, il importe que nous maintenions le lien avec les régions limitrophes.

Actuellement, la culture à Bruxelles semble dictée à partir d'un hinterland souvent indifférent. En tant que néerlandophone, je suis trop peu informé de la relation qui unit la Wallonie et Bruxelles. Le lien qui unit la Flandre et Bruxelles n'est pas au mieux de sa forme ces dernières années. L'incompréhension règne dans les deux sens.

Bruxelles a besoin d'une politique culturelle transcommunautaire. En plus d'une politique légitime émanant de chaque communauté, encourageons une vision partagée de la vie culturelle à Bruxelles, où la culture n'est pas uniquement considérée comme une matière 'communautaire', mais également comme une matière 'commune'. Veillons à gratifier le secteur d'une meilleure adéquation des politiques menées par les diverses autorités en mettant en place un modèle de concertation et de collaboration qui en soit le garant.

Quant à savoir quel modèle s'y prête le mieux, il y a matière à discussion : activer la culture au sein de la Commission communautaire commune ? Transférer la compétence du secteur culturel bicommunautaire à la Région ? Mettre sur pied une nouvelle communauté bruxelloise dotée de compétences culturelles propres ? Créer un accord de collaboration fort entre la Communauté flamande et la Communauté française ? Conclure un accord spécifique sur Bruxelles ?...

Les pistes sont aujourd'hui plus nombreuses que les volontaires prêts à les emprunter. Et l'avenir ne s'annonce pas des plus roses si l'on songe à la réforme de l'État annoncée en 2007.

Il me semble dès lors que la question essentielle est de se demander ce que nous pouvons faire en tant que secteur culturel :

1) Nous devons poursuivre sur le terrain culturel dans la direction empruntée et veiller, en tant qu'acteurs de la culture dans la ville, à faciliter davantage les échanges intercommunautaires et interculturels et les collaborations.

2) Comment créer une image de la culture partagée pour notre ville ? Comment souhaitons-nous compléter l'offre de Bruxelles en matière de tourisme culturel? Comment mettre en place une communication culturelle à la fois coordinatrice et plurilinguistique ?

3) Pouvons-nous intensifier encore la collaboration entre les réseaux culturels du côté néerlandophone et du côté francophone? Et comment promouvoir le maillage interculturel en dépassant les clivages des deux communautés linguistiques officielles? Dans son ouvrage intitulé 'Interculturele intoxicaties', Erwin Jans fait également un brillant plaidoyer en faveur d'une consommation volontaire et immodérée de la diversité.

4) Je conclus en mentionnant Jude Bloomfield, chercheuse dans le domaine de la culture urbaine et spécialisée dans l'interculturalisme. Elle souligne l'intérêt de parvenir à des 'espaces sociaux partagés' (shared spaces) et le rôle que les artistes et le secteur culturel peuvent jouer à cet égard. Selon elle, il faut parvenir à une transformation interculturelle de nos institutions culturelles. 'Repenser' notre terrain d'action et pour cela créer le lien avec le monde universitaire et la politique urbaine. Elle encourage l'exploration d'éléments qui évoluent sous le radar (scouting below the radar), soit une quête d'autres connaissances et d'autres formes d'expressions culturelles dans les communautés allochtones. Mais il faut aussi rechercher des talents interculturels, des gens qui réussissent à jeter des ponts et peuvent servir d'interprètes entre les diverses communautés culturelles.

Ces pratiques existent à Bruxelles, le tout est de les multiplier sans modération. Bref, le travail ne manque pas.

Pour **Jean-Louis Genard**, le danger est de tomber dans le discours de la plainte. Les étudiants étrangers qui arrivent à Bruxelles sont étonnés par l'extraordinaire dynamisme culturel de notre ville. Comment développer un travail culturel dépassant les clivages et les obstacles ? Posons un regard rétrospectif sur le type de références dessinant notre paysage culturel d'aujourd'hui.

En Communauté française, les grands dispositifs datent des années septante. Les idées élaborées à l'époque (démocratie culturelle, socioculturel, handicap culturel...) faisaient références et influencèrent notamment le Conseil de l'Europe. Certaines choses ont évolué depuis lors mais d'autres sont restées. Quelles en sont les caractéristiques ?

1. Un horizon géographique des dispositifs mis en place. Un maillage territorial rendant la culture accessible aux populations, avec la commune comme référence. Voilà qui pose déjà problème en ce qui concerne Bruxelles (pas de lieu précis pour une réflexion francophone à Bruxelles) !

2. La forme des dispositifs basés sur l'autonomie institutionnelle avec un contrôle politique (surtout pour les centres culturels, les Centres d'expression et de Créativité). Or, aujourd'hui à Bruxelles, les projets sont des initiatives de réseaux. Le monde politique francophone a eu du mal à admettre le rôle de Bruxelles comme capitale culturelle (peur d'une centralisation). Le Botanique, en tant que Centre culturel de la Communauté française, par exemple, se voulait le réceptacle de ce qui se fait en Wallonie. La RTBF de son côté s'est décentralisée. Mons a donc été désignée et a reçu tous les investissements en terme d'infrastructure (Le Manège...). Rien d'équivalent à Bruxelles où l'on ressent un problème de reconnaissance !

3. Le discours socioculturel dominant des années septante invitait à penser ensemble le social, le politique et le culturel alors que la Belgique se fédéralisait et que les compétences étaient divisées. Cela a entraîné une situation paradoxale à Bruxelles où il n'existe aucune politique culturelle. La culture bruxelloise est obligée de fonctionner avec d'autres budgets (tourisme, insertion...) et cela formate les activités.

4. On commence à parler du rôle culturel européen à jouer par Bruxelles mais ce sont de nouveaux acteurs qui s'en emparent, de nouveaux dispositifs et de nouveaux lieux (en décalage par rapport au tissu culturel existant) comme la Foire d'Art Actuel, le Festival du Film européen, le Heysel ou Tours et Taxis... qui sont plus liés aux industries culturelles.

Le discours francophone sur la ville porté par des institutions comme l'Arau est négatif. Il y a une dimension positive qui concerne la démocratie participative via des commissions de concertations et une dimension négative qui consiste en un discours anti-moderne. La bonne ville est celle du passé (vision patrimonialiste). Cela va à l'encontre d'une nouvelle urbanité et cela influence les politiques.

En Communauté flamande le contexte et les politiques mises en places sont fort différents. Le paysage culturel néerlandophone a une autre histoire.

Wim Embrechts est coordinateur de BRXLBRAVO. À la question, « BRXLBRAVO est-il urbain et moderne ? », il répond oui. Il est même moderne, juge-t-il. En effet, cet événement fédère une grande partie des acteurs artistiques de Bruxelles. Son objectif est de montrer les qualités de Bruxelles, de la faire découvrir sous toutes ses facettes et dans une vision moderniste. BRXLBRAVO essaie de toucher, de mobiliser et de mélanger différents publics de la ville et d'ailleurs, avec comme ambition un rayonnement national et international. Les acteurs culturels et artistiques organisent cet événement de manière organique. Ils sont les porteurs du projet (bottom up) sans qu'il y ait une demande spécifique d'un pouvoir politique. BRXLBRAVO est caractérisée par la volonté de chacun de faire bouger ensemble la ville.

Bruxelles est une ville qui déborde d'évènements. Trop de choses disparates s'y passent. Chaque niveau de pouvoir, faisant appel à des agences d'organisation d'évènements ou à des amis politiques, initie sa fête qui souvent n'a pas la moindre âme ou le moindre contenu. La Ville de Bruxelles a sa Nuit Blanche, la Région sa fête de l'Iris, la Vlaamse Gemeenschap son Carrousel du 11 juillet sans oublier la fête de la Communauté française. Chacun a ainsi son propre événement, sans qu'il y ait une réelle ambition, un véritable rayonnement, un esprit fédérateur de grande ampleur avec une bonne répercussion médiatique.

BRXLBRAVO est-il interculturel ? Oui et non. Oui, par rapport aux cultures occidentales. Le projet est au carrefour entre le monde latin et germanique. Mais non parce qu'il ne l'est pas assez par rapport aux autres cultures représentées par la population bruxelloise. Le milieu artistique et culturel à Bruxelles reste, malgré certaines initiatives (celles de Sam Touzani ou Ben Hamidou par exemple), un monde très "classe moyenne bourgeois européen". Est-ce grave ? Wim ne le sait pas vraiment mais s'interroge à ce propos. Il a plus de questions que de réponses : les nombreux chômeurs ont-ils vraiment envie de participer à la vie culturelle et à ces fêtes européennes ? N'y a-t-il pas d'autres priorités pour une grande partie de la population ? Survivre, se sentir bien parce qu'on fait partie d'un système, qu'on travaille et paye des impôts... qui sont redistribués. Les structures artistiques sont encore trop « monoculturelles ». Ce n'est pas par manque de volonté mais par manque de projets valables. Il s'agit donc d'analyser comment les institutions peuvent être "interculturalisées". Par l'engagement d'un quota obligatoire d'allochtones, comme le propose le ministre Bert Anciaux ? En développant des contrats ACS / GESCO's ? Le secteur doit en tout cas se profiler comme « employeur » (et développer des contacts avec l'Orbem) et non uniquement comme organisateur de "divertissements".

BRXLBRAVO est-il intercommunautaire ? Oui. Certainement inter et co-communautaire. Et peut-être bi-communautaire étant donné ses objectifs de faire collaborer les partenaires reconnus par la Vlaamse Gemeenschap, la Communauté française et même au niveau fédéral. Un des concepts de BRXLBRAVO est de faire circuler le public entre les lieux subsidiés par ces différents pouvoirs. Ces lieux sont animés par des équipes francophones, néerlandophones, bilingues et autres. L'évènement veut ouvrir les esprits trop enfermés

dans les carcans « monoculturels ».

L'aspect politique est le plus difficile à gérer dans ce genre de grand projet qui va à contre-courant des idées défendues par certains politiciens. BRXLBRAVO a besoin d'imagination, d'ouverture d'esprit, de décloisonnement total, d'ambition. Le projet est de donner envie de faire bouger cette ville ENSEMBLE, couleurs, structures et langues confondues.

Roger Christmann est le directeur financier du *KunstenFestivalsdesArts* (KFA). Le *KunstenFestivalsdesArts* n'est pas un projet urbain, ni un réseau, mais avant tout un projet artistique né dans les années 90, partant du constat qu'il n'y avait pas assez d'artistes internationaux à Bruxelles. Cependant, ce festival comporte d'importants aspects urbains, interculturels et intercommunautaires. Le KFA a été longtemps le premier projet bicommunautaire après la fédéralisation de la Belgique. Il est depuis toujours financé par les deux Communautés. Son équipe, les institutions partenaires, les artistes et le public réunissent Flamands et Francophones.

Pour répondre à la question de l'interculturalité du KFA, deux tiers des artistes sont internationaux et parmi eux la moitié sont des non-européens. Ils ne sont pas choisis pour représenter une culture ou un projet mais pour leur talent individuel avant tout. Il s'agit de créations contemporaines internationales et d'artistes qui ont quelque chose à dire sur le monde d'aujourd'hui à partir de leur contexte et de leur culture !

Même si ce n'est pas une demande spécifique du festival, de plus en plus de projets se développent dans l'espace public, dans la ville. Citons par exemple, le spectacle « La Marea » qui a eu lieu dans rue Dansaert cette année. Au-delà de cet aspect, la plupart des projets des artistes internationaux sont influencés par la réalité urbanistique de ceux-ci. Les échanges et rencontres entre artistes d'horizons si différents sont donc très riches. Le festival permet au spectateur de développer sa propre vision sur le monde. Le public est mixte. Francophones et Néerlandophones viennent voir les spectacles. Mais il s'agit quand même toujours du public « belgo-belge bien formé ». Et c'est là un problème qui dépasse le KFA, un défi à relever par les Bruxellois eux-mêmes.

Si le KFA a joué un rôle pionnier en jetant des ponts entre nos deux Communautés, il est relayé aujourd'hui par d'autres acteurs culturels. Bruxelles a des défis importants à relever. Au niveau de l'emploi, de la pauvreté, de la mobilité, du logement... et de la cohabitation entre les différentes communautés. Comment vivre ensemble dans la ville ? Ces problèmes sont complexes. Les solutions doivent venir des Bruxellois eux-mêmes (Flamands et Francophones)... et non pas de politiciens venus d'ailleurs ! Pour ce faire, des outils sont nécessaires : les financements de la Région Bruxelles Capitale sont à revoir (on pourrait imaginer un système de taxation sur le lieu de travail plutôt que sur la résidence). Les Bruxellois doivent se donner les moyens pour une politique culturelle efficace. La structure actuelle n'est pas adaptée (19 Communes, différentes Commissions, différentes Communautés, la Région, le Fédéral...). Une politique efficace cohérente est quasi impossible. Les projets doivent se positionner par rapport à leur environnement et collaborer au-delà des clivages !

Myriam Stoffen est directrice de l'asbl/vzw Zinneke. Par rapport à la question de l'urbanité, Myriam explique que le point de départ de la Zinneke Parade est la ville, avec toutes ses richesses, dans sa multitude et dans sa diversité culturelle et sociale. Le travail s'effectue à partir des réseaux existants. L'enjeu à Bruxelles est d'arriver à dépasser les fragmentations, les cloisonnements au niveau communautaire et linguistique, le manque de ponts. Comment développer un esprit urbain, cosmopolite, connecté au monde et dépasser son coin de quartier ?

Zinneke part de quelque chose de très local pour le partager dans un grand projet commun : la parade au centre ville. Le choix du centre est important car il symbolise ce qui est commun et permet les connections à la ville (ce serait tout différent si chacun restait dans son quartier !). La question de « comment faire ville ensemble » à partir du chantier « zinneke » constitue le véritable enjeu.

La question de l'interculturel est un chantier énorme. Il faut encourager les rencontres pour que, à partir de son bagage personnel, chacun participe à la construction de quelque chose de nouveau élaboré ensemble. Avec Zinneke, il ne s'agit pas d'expressions folkloriques où chacun déploie sa culture d'origine. Mais ces diversités constituent des points de départ, les morceaux d'un puzzle qui permettent d'inventer un imaginaire collectif, un espace de rencontres, de partage. Cette piste est importante, primordiale pour notre société du 21^{ème} siècle. De plus en plus de personnes vont en effet habiter dans des espaces urbains.

Lorsque nous travaillons dans l'espace public, nous devons nous poser la question de ce que cela implique, de ce que l'on y crée, que ce soit au niveau de la fête, de la consommation, de la sécurité, etc. Cela veut dire que nous devons connaître les espaces urbains, les quartiers et leurs habitants. Au niveau intercommunautaire, l'enjeu est de ne pas tomber dans un nouveau piège. En effet, on assiste à un recul de la part du politique. Il faut se poser la question de savoir quelle ville on veut créer ensemble. En faisant l'impasse sur ce débat, on assiste à un recul, un repli !

Hamel Puissant est le président de Bruxelles en Couleurs/Brussels Gekleurd asbl. Ce réseau de plus de 150 partenaires a été créé en 1992 à la suite du *Dimanche noir* en Flandre. Il est devenu bilingue en 1996. La question était de savoir comment toucher vraiment les gens et comment lutter contre le racisme. La culture est ici traitée au sens anthropologique du terme, c'est-à-dire l'essence même de l'être humain plus que l'art. Il s'agit d'être dans l'espace public et d'être le plus proche possible des habitants. Comment toucher les 90 % des gens qui ne fréquentent pas les lieux culturels habituellement ? Il faut valoriser le travail de fournis réalisé par les associations. Ce sont souvent des petits groupes de personnes. Il s'agit de mettre en évidence les talents en herbe, de montrer les différentes cultures et de les lier aux revendications des quartiers. Cependant, le secteur associatif, dépendant de subsides, a peur de se confronter aux politiques.

Quelle est la situation de Bruxelles en Couleurs en 2006 ? Le projet s'est fort développé. 35 quartiers sont touchés à présent. Les actions sont centrées sur les quartiers populaires de Bruxelles. Mais, même les communes riches sont demandeuses puisqu'elles ont aussi des quartiers populaires. Face au succès des fêtes de quartier, il y a de plus en plus de tentatives de récupération politique des initiatives des habitants. Le climat est un élément très important dans ces projets.

Pour faire un bilan de l'association, plusieurs points sont à soulever :

1. Du côté francophone, le travail de l'asbl n'est pas reconnu, pourquoi ? Le soutien financier du côté francophone et néerlandophone est inégal. Dans le nouveau décret de la Cocof concernant la Cohésion sociale, par exemple, seules les associations francophones et unilingues peuvent être reconnues.
2. Après 15 ans d'existence, Bruxelles en Couleurs/Brussels Gekleurd n'a aucune reconnaissance structurelle. La Communauté française lui reproche un manque de qualité dans les animations et un manque de visibilité.
3. Il est difficile de créer des liens entre les acteurs sociaux et les artistes. Pourtant, les rares projets menés en collaboration avec des artistes ont été concluants.

4. Au niveau des politiques des villes, les contrats de prévention et de sécurité communaux prennent le relais de l'associatif. Les initiatives viennent de plus en plus des communes, au détriment de celles proposées par les habitants. Or, les communes visent souvent la quantité plutôt que la qualité.

Le fait d'être une association bilingue n'est pas toujours facile à gérer (traductions...). Ce qui est riche, c'est qu'il faut fonctionner ensemble, même si nous n'avons pas, Francophones et Néerlandophones, la même façon de nous réunir, de nous organiser, etc. L'aspect interculturel est davantage développé dans les réunions d'équipe que dans les fêtes de quartier qui ont plutôt un aspect multiculturel.

Bruxelles en Couleurs/Brussels Gekleurd lance un appel pour l'existence d'un service de prêt de matériel « bilingue » et un appel au monde artistique pour que les artistes les soutiennent en participant à ces fêtes de quartier.

Après ces exposés très riches et stimulants, Jean-Louis Genard propose de lancer le **débat** avec le public, composé de personnes issues du secteur artistique, académique, événementiel, etc.

Matteo Segers, coordinateur artistique de la Zinneke interpelle la Communauté française. Celle-ci ne prend pas en compte la réalité bruxelloise (ni celle des autres villes d'ailleurs). Si les acteurs bruxellois veulent exister, n'est-il pas temps de se séparer de ce pouvoir subsidiant ? L'acteur culturel doit se profiler comme « employeur », réfléchir et agir comme tel. Dans une ville où il y a 20% de chômeurs, il faut dénoncer les dysfonctionnements qui existent. Soyons proactifs ! Il faut des actes forts, dire stop ! Il est essentiel de dynamiser, de partir des émergences.

Martine Lahaye, Directrice de cabinet adjointe de la Ministre de la Culture, n'a pas été mandatée pour intervenir dans le débat et juge cette interpellation trop légère. Il existe des commissions chargées de répartir les budgets, de sélectionner les candidats, etc. Elle propose à Matteo Segers de le rencontrer pour parler de cette question.

Fabienne Minsart, Concertation des Centres culturels bruxellois, demande quelles sont les perspectives de la Communauté française en ce qui concerne Bruxelles. Cela mériterait un débat ! On parle depuis longtemps d'un éventuel accord culturel entre les deux Communautés. Qu'en est-il ?

Martine Lahaye explique que c'est le désir de la Ministre et qu'une rencontre est prévue entre les deux Ministres sur ce sujet fin octobre 2006.

Françoise Deville, Renovas, parle de la nécessité d'un lieu symboliquement fort pour Bruxelles. Tours & Taxis est extraordinaire. Ce lieu urbain composé de logements, de bureaux pourrait constituer un bel enjeu culturel mais on n'y voit ni les artistes ni les acteurs culturels. Il faut se mobiliser pour en faire un projet pour Bruxelles et non le laisser aux mains de promoteurs privés comme c'est le cas !

Un autre intervenant souligne que de petites initiatives, pertinentes, menées par des groupes d'habitants, n'ont pas percé à cause de problèmes financiers.

Jean-Louis Genard rappelle que le droit d'avoir des subsides n'est pas un droit automatique. Il est normal que les Pouvoirs publics aient des exigences (contrôle des dépenses, etc.). Il faut sortir du rituel de la plainte.

Paul Declaire, Bruxelles nous appartient/Brussel behoort ons, parle d'un grand dynamisme et de nombreuses possibilités mais les initiatives éprouvent des difficultés à être durables. Le

fait d'avoir différents pouvoirs subsidiants peut être un avantage mais rien n'est mis en place pour encourager des initiatives bicommunautaires. Les critères sont de plus en plus resserrés et les contraintes administratives de plus en plus importantes. Il faudrait créer, à Bruxelles, un organe chargé de gérer la culture de manière concertée et favorisant l'émergence de projets bicommunautaires. Cela permettrait d'aller à l'encontre des politiques qui tendent à instrumentaliser les associations pour organiser leurs initiatives. Paul Declaire rappelle qu'il est fondamental d'encourager l'enseignement des deux langues à Bruxelles.

France Lebon, directrice du Service de l'éducation permanente de la Communauté française fait remarquer que la réunion des acteurs culturels présents ici peut être une force et un outil permettant aux pouvoirs publics de réfléchir à la question urbaine. Il faudrait élaborer une politique pour Bruxelles mais aussi des politiques qui tiennent compte des spécificités de chaque ville (Liège, Charleroi ...) et du monde rural. Il faut commencer par réaliser un état des lieux de ce qui se fait pour se rendre compte de ce qui émerge maintenant. Les expériences spécifiques devraient être davantage reconnues. Il faut arriver à cerner les réseaux qui émergent et qui créent une spécificité bruxelloise urbaine. Quelles sont les spécificités de Bruxelles en Couleurs/Brussels Gekleurd, de BRXLBRAVO, etc. ? Sont-elles l'organisation en réseau, l'intervention dans l'espace public, le multilinguisme, la volonté de toucher le plus grand nombre pour réfléchir au monde que nous voulons, etc. ? Quelles sont les satisfactions et insatisfactions de ces initiatives ? Il faut une action centrée et décentrée à la fois. A côté d'un certain nombre d'institutions statiques, toutes de la même sorte, il manque effectivement une série de projets culturels tels qu'un lieu symboliquement fort à Bruxelles. Le paysage bruxellois devrait être davantage étudié. Ce serait une chose utile pour tous les acteurs culturels et politiques.

Une artiste française parle de la grande diversité culturelle à Bruxelles. Celle-ci ne cessera de croître. Il y aura de plus en plus d'être humains, de métissages, de réseaux... Tout le monde est acteur de l'urbain. Il n'y a pas que les acteurs culturels, mais également les commerces, les services, etc. Il est difficile de réunir tout le monde (sauf peut-être dans un projet comme Zinneke). Lille 3000, par exemple, fait participer tous les commerçants ! Ce projet touche tout le monde et tous les secteurs (économique, tourisme, horeca...).

Jean-Louis Genard souligne que le phénomène des réseaux encourage la transversalité, rassemble des personnes d'horizons différents et transgresse constamment les frontières du culturel. Il cite comme exemple l'Observatoire du Monde de la Nuit qui a réuni où se sont retrouver des boulangers, des chauffeurs de taxi...

Une personne remarque que Bruxelles doit aussi tenir compte de l'Europe. Il y a une vraie vie européenne à Bruxelles, c'est une richesse énorme. Zinneke est unique et reste un modèle pour d'autres villes.

Au moment de conclure, Jean-Louis Genard fait le point des questions à se poser :

- Que met-on derrière le mot urbain ?
- Pourquoi pas Tours et Taxis comme lieu symbolique pour Bruxelles ?
- Qu'en est-il de la question de la qualité culturelle ?
- Quels sont les acteurs ? Ils sont de plus en plus hybrides. Le monde culturel se fédère peu pour porter ses attentes vers le monde politique et public.
- Que met-on derrière le concept d'interculturel ? Différentes conceptions sont possibles. Penser l'interculturel sous l'horizon urbain, à distance du repli communautaire est une question urgente !